

Dans ce numéro:

Frank GASKELL, Président d'Euromontana	2
Peter Mehlbye, Directeur, Programme ESPON	2
Moray Gilland, DG Politique Régional	3
Jean-Michel COURADES, DG Agriculture et Développement Rural	4
Recherche d'une base commune à toute l'Europe – la discussion de la table ronde	4
Les Ateliers	6
Les propositions pour des projets/initiatives futurs	8
Le cas d'étude	8
Thomas Egger, Trésorier d'Euromontana et Directeur de SAB, Suisse	10
Tor Bremer, Vice-Président d'Euromontana, Sogn og Fjordane County Council, Norvège	10

“Collectivités territoriales et acteurs: réussir ensemble”

Conférence finale d'Euromountains.net

Le projet Euromountains.net

Les régions de montagne, devant faire face à des handicaps économiques liés à leurs situations géographiques et environnementales, elles ont, dans toute l'Europe, dû innover en développant des stratégies diverses pour compenser ces difficultés.

Euromountains.net est un projet de mise en réseau des régions de montagne européennes afin de promouvoir le développement durable.

Cofinancé par le programme Interreg IIIC SUD, le projet implique 14 partenaires de 6 pays (Ecosse, Espagne, France, Italie, Norvège et Portugal).

Commençant avec les expériences des partenaires impliqués, le but du projet est l'identification de modèles de gestion territoriale dans des zones de montagne et de facteurs de succès transférables à travers 3 thèmes:

- 1/ L'amélioration des services en zone de montagne
- 2/ Le rôle des autorités territoriales dans le développement et la promotion des ressources et des produits de montagne de qualité ;
- 3/ La défense et la gestion des zones rurales, des paysages et des ressources naturelles fragiles en montagne.

La Conférence finale du projet rassemblera les trois thèmes qui seront la base de discussions, recommandations et conclusions, sous le titre: « Collectivités territoriales et acteurs : réussir ensemble ». Cette newsletter résume les discussions de la conférence finale qui a eu lieu à Turin les 8-9 mars 2007, et qui a attiré un public varié avec comme participants plus de 150 organisations locales, nationales et européennes provenant de toute l'Europe.



Frank GASKELL, Président d'Euromontana

Euromountains.net met en exergue les principaux défis des zones de montagne européennes - Euromontana a l'intention d'affronter ces défis.

« Notre époque pose d'énormes défis aux zones de montagne européennes. Les preuves des conséquences économiques et environnementales du changement climatique sur la montagne ne cessent de s'accumuler. Nous assistons à une polarisation accrue de l'activité économique, accentuée par un intérêt politique général davantage centré sur les opportunités plutôt que sur les domaines de nécessité, les zones urbaines étant souvent considérées comme des vecteurs du développement rural alors que cela est bien souvent impossible. La réglementation européenne en matière d'étiquetage, de sécurité alimentaire et de transhumance est souvent insensible aux besoins et traditions de la montagne. Les zones de montagne nécessitent un développement intégré plutôt qu'un conflit artificiel entre environnement et développement économique. L'analyse statistique des conditions économiques, sociales ou environnementales de la montagne ne sera adéquate ou pertinente que lorsque la collecte de données sera affinée pour s'adapter réellement aux zones de montagne.

Toutefois, les zones de montagne ne devraient pas et ne doivent pas être considérées comme un fardeau pour les régions plus prospères : elles présentent d'énormes opportunités en termes de réputation, de qualité et de pureté de leurs produits et en termes de potentiel d'innovation

dans leur développement et dans les services fournis à leurs populations. Grâce à une activité concertée de la population des zones de montagne et à la force de leur argumentation, il existe aujourd'hui des dispositions spéciales pour les zones de montagne dans les politiques européennes, par exemple dans la réglementation de l'aide publique et dans les Fonds structurels. Actuellement, nous tentons d'obtenir un Livre vert sur l'avenir des zones de montagne européennes. L'inévitable réforme de la politique agricole commune, quelle que soit son échéance, ne peut pas constituer qu'une menace : elle peut représenter une opportunité si les externalités des zones de montagne sont reconnues et correctement évaluées. Les montagnes peuvent également jouer un rôle géopolitique puissant en Europe puisqu'elles sont peut-être le seul facteur physique – et social et culturel – pouvant potentiellement relier le nord et le sud, le centre et la périphérie de l'Europe. Les montagnes illustrent la véritable signification de la devise de l'Union européenne : « l'unité dans la diversité ». Enfin, les montagnards figurent sans doute parmi les populations les plus fortes et les plus résistantes d'Europe.

Le projet Euromountains.net Interreg IIIC a été un exercice sans précédent car il a examiné sous un

angle pratique trois grands domaines d'activité pouvant contribuer à relever les défis et saisir les opportunités mentionnées : les services, la qualité des produits, les ressources et l'aménagement du territoire. Mais nous devons nous poser les bonnes questions, faire les bons diagnostics, formuler les bonnes recommandations et convaincre le reste de l'Europe. Le projet a confirmé comment la vision prônée par Euromontana de des zones de montagne européennes auto-suffisantes peut être réalisée :

- en assurant un niveau d'accès aux services réaliste
- en facilitant l'expression des avantages comparatifs exceptionnels dans le domaine des produits locaux
- en reconnaissant la valeur des externalités positives

Nous, les zones de montagne, avons l'énorme responsabilité d'assurer la survie de nos communautés montagnardes si particulières, pour les prochaines générations. Avec nos produits de niveau international, cela devrait s'avérer être un objectif réalisable. »

Peter Mehlbye, Directeur, Programme ESPON

Les messages clés du programme ESPON : la reconnaissance des tendances dans les montagnes européennes.

M. Mehlbye a présenté quelques tendances territoriales qui sont particulièrement pertinentes pour les zones de montagne européennes depuis le point de vue d'ESPON (the European Spatial Planning Observation Network-réseau d'observation européen sur la planification spatiale). Il a

aussi mentionné qu'ESPON n'a pas encore fait d'étude spécifique sur la montagne, ce qui pourrait être envisagé en collaboration avec la DG Regio si elle se montre également intéressée. Par ailleurs, les régions de montagne pourront collaborer avec ESPON sous la nou-

velle priorité 2 : des analyses ciblées basées sur le volet des demandes des utilisateurs du programme.

La présentation complète est disponible sur www.euromountains.net

Moray Gilland, DG Politique Régionale

En avant et vers le haut : l'avenir de la coopération interrégionale INTERREG IVC

Dans la conférence finale du projet Euromountains.net, M. Moray Gilland de la DG Regio nous a présenté les dernières informations sur les nouveaux fonds structuraux et le programme INTERREG IVC.

Les politiques des fonds structuraux 2007-2013 se concentreront sur trois objectifs : la convergence ; la compétitivité et l'emploi ; la coopération territoriale européenne.

Concernant la coopération territoriale européenne, M. Gilland a souligné que :

- Il s'agit d'un objectif à proprement parler ;
- Les fonds ont augmenté ;
- Le cadre légal est amélioré.

Concernant la coopération interrégionale dans les programmes de convergence et compétitivité, il a remarqué que :

- la priorité spéciale pour la coopération interrégionale peut être incluse dans les programmes de convergence et compétitivité ;
- cela permettra la coopération entre les régions de convergence et/ou de compétitivité ;
- la coopération interrégionale recouvre des sujets des programmes régionaux concernés ;
- chaque partenaire du projet finance ses propres activités par ses propres programmes ;
- le but est d'enrichir la mise en pratique des programmes régionaux.

M. Gilland a fait référence à la coopération interrégionale dans le programme INTERREG IVC et les nouveautés qu'elle emmènera :

- 321 millions d'Euro pour le FEDER dans un programme

unique ;

- Une autorité de gestion : Conseil Régional Nord-Pas de Calais – Lille (F) ;

- 4 points d'information à : Rostock, Katowice, Valencia et Lille ;

- Concentration sur les agendas de Lisbonne et Gothenburg ;

- Tout le territoire de l'UE est éligible ;

- Le taux d'assistance s'élève à 75-85 %.

Les objectifs de l'INTERREG IVC seront :

- Améliorer l'efficacité des politiques de développement régional et contribuer à la modernisation économique ;

- Contribuer à la stratégie de l'UE sur la croissance et l'emploi. Ce programme est un instrument très important pour la mise en pratique de l'initiative de l'UE « les régions, actrices du changement économique ».

Dans l'INTERREG IVC, il y aura deux types d'opérations :

1. Type d'opérations- « Initiatives régionales »

a. Flexibilité concernant les types d'opérations

b. La coopération peut varier en intensité (depuis de légers réseaux jusqu'à des mini-programmes)

c. Priorité 1 : l'économie de l'innovation et du savoir (recherche, technologie et développement, société de l'information, mentalité d'entreprise, PME et développement sectoriel économique, emploi, ressources humaines et éducation)

d. Priorité 2 : environnement et prévention de risques (énergie et transport public

durable ; biodiversité et préservation de l'héritage naturel ; risques technologiques et naturels ; eau et gestion des déchets, héritage culturel)

2. Type d'opérations – « capitalisation/l'option rapide »

a. Le contexte étendu : l'initiative des régions, actrices du changement économique.

b. Les résultats attendus : le transfert de bonnes pratiques identifiées dans des réseaux régionaux vers des programmes de convergence et de compétitivité pour leur application.

c. Liste de 30 thèmes

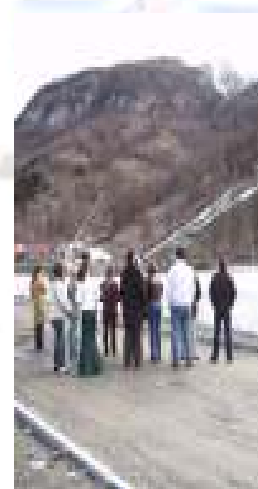
d. Augmenter l'effort de communication

Le programme INTERREG IVC est encore en phase de programmation. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Mars 2007 : soumission des programmes opérationnels à la Commission
- Été 2007 : approbation des programmes par la Commission
- Septembre 2007 : début de la mise en pratique des programmes.

La présentation de M. Gilland est disponible sur :

<http://www.euromountains.net/>
http://www.interreg3c.net/web/fic_en



Voyage d'étude aux installations olympiques le 10 Mars



Jean-Michel COURADES, DG Agriculture and Développement Rural

M. Courades a expliqué quelques directives communautaires :

Axe 1- priorités sur le transfert du savoir et l'innovation dans la chaîne alimentaire et concentration sur les investissements en capital humain et physique.

Axe 2- trois domaines prioritaires au niveau européen : la biodiversité et la préservation d'une agriculture et de systèmes forestiers avec une haute valeur naturelle ; l'eau ; le changement climatique.

Axe 3 : priorité principale sur la création des opportunités d'emploi dans les domaines de la diversification et la qualité de vie.

Axe 4 (Leader) : priorité sur la promotion de la gouvernance et la mobilisation du développement endogène potentiel des

zones rurales.

M. Courades a recommandé que les Etats-membres recherchent un maximum de synergies entre et au sein même des axes, et qu'ils évitent les contradictions potentielles. La Commission espère aussi une réflexion sur la façon dont d'autres stratégies de niveau européen peuvent être prises en considération.

Fin janvier, la Commission avait reçu environ 25 programmes de développement rural sur les 100 attendus. Bien que M. Courades pense qu'il est très tôt pour tirer des conclusions, il semble toutefois que :

- La vision soit encore centrée sur les agriculteurs plutôt que sur une approche territoriale
- Une tendance apparaisse pour

déléguer l'application du programme à un niveau sous-régional, en particulier les axes 2 et 4

- Peu de particularités telles que les zones de montagnes soient prises en compte

- Les programmes se concentrent moins sur la sur la création d'emploi qu'il n'était espéré

- L'environnement soit encore pris en compte de façon protectionniste

- Les programmes semblent soutenir davantage les zones fortes que les plus fragiles

La présentation de M. Courades est disponible sur le site www.euromountains.net

Recherche d'une base commune à toute l'Europe – la discussion de la table ronde

La table ronde a réuni des décideurs venant de diverses horizons, depuis la Norvège jusqu'au Portugal et l'Italie, de l'Ecosse à la France, pour discuter les recommandations du projet.

Le groupe a vu beaucoup de similarités entre les défis des zones de montagne partout en Europe. La population en montagne diminue et se fait plus âgée, dans certaines zones renforcées par une croissance économique comme en Norvège ou par un déséquilibre entre les efforts de développement, entre les zones de côte et de l'intérieur du pays comme en Portugal. Là où la population ne diminue pas, comme dans la zone alpine, la démographie change. En conséquence, les services publics se voient menacés.

Selon l'eurodéputé italien Gianluca Susta « le principal problème des zones de montagne actuellement est l'absence de services ». Un bas niveau de services donne aux gens une raison supplémentaire pour déménager des zones de montagne. Les bureaux de poste ferment dans de nombreux endroits. « Il est clair que nous ne pouvons pas appliquer la même modèle aux services en montagne qu'en ville », dit Lido Riba, d'UNCEM (l'association des municipalités italiennes de montagne), « nous devons adapter nos modèles aux conditions locales ». Il faut pour cela trouver un équilibre entre les coûts et des services plus proches des personnes dans les zones de montagne.

Les régions de montagne norvégiennes ont traditionnellement eu un bon niveau de services : « les services de santé dans certaines zones rurales sont meilleurs que dans les villes », selon Arne Vinje de la municipalité de Vinje. Néanmoins, des petits hôpitaux locaux en Norvège sont en train de fermer et de nouvelles organisations régionales doivent être établies pour fournir des services hospita-



liers. Les services sont une question centrale pour la région de la Vallée d'Aoste, en Italie, qui a essayé de résoudre les problèmes causés par la divergence entre la privatisation et le besoin de gérer les services par la décentralisation.



Les participants sont d'accord sur le fait qu'il y a une faille dans les politiques de montagne et un besoin de nouvelles approches. Les politiques doivent être plus intégrées et apprendre des expériences passées. Parfois, il semble par exemple, que l'absence de planification dans le secteur de l'énergie en montagne conduit à des désastres environnementaux, à la perte de paysages et par conséquent à ruiner le tourisme potentiel. Cependant, les énergies renouvelables peuvent être une grande opportunité pour les zones de montagne, comme il a été démontré par l'expérience d'Alto Tamega en Portugal avec les barrages et les moulins.

Une autre approche peut être basée sur des nouveaux types de produits, des produits de qualité, des produits traditionnels, des produits locaux qui semblent attirer de plus en plus les consommateurs européens. La Charte Européenne des Produits Agroalimentaires de Montagne de Qualité a pour objectif d'apporter de la valeur ajoutée aux zones de montagne. Comme Arne Vinje le dit : « les zones de montagne sont riches en ressources mais elles sont utilisées comme des matières premières, la valeur ajoutée ne reste pas dans les zones de montagne. Ce schéma colonial qui mène à la pauvreté doit être changé ». La PAC a partiellement aidé à soutenir l'agriculture de montagne, et aujourd'hui nous avons encore une production locale disponible, mais maintenant, avec les paiements uniques des aides agricoles, il y a un risque de qu'une partie des produits disparaisse ou soit diluée.

Les zones de montagne ont besoin d'un développement particulier de recherche et de sources de

connaissances. Il y a une abondance de savoir local en montagne, mais qui n'est souvent pas utilisé et risque de disparaître. Le savoir local a besoin d'être combiné à un savoir de spécialiste pour que les deux gagnent de la valeur. Les possibilités de combler la fracture numérique grâce à une infrastructure de l'information, de la formation et des possibilités à longue distance doivent être développées.

Finalement, les zones de montagne ont besoin de développer de nouvelles formes de gouvernance participative locale et de changer l'approche verticale. La Vallée d'Aoste a des bonnes expériences sur le fédéralisme local et l'approche « bottom-up ». « Nous avons finalement dépassé le mythe de l'urbanisation et de l'industrialisation » comme Gianluca Susta a décrit. La relation entre le village et la montagne n'est plus un conflit mais une opportunité pour les deux.

Certaines régions comme Rhône-Alpes en France ont adopté une approche spécifique pour leurs montagnes, après avoir procédé à une analyse et accordé des priorités pour les différentes zones ; des politiques spécifiques ont été créées pour les montagnes, qui comptent pour les deux tiers de la surface de la région.

Les participants à la table-ronde sont tombés d'accord sur le fait que la coopération interrégionale semble avoir contribué au développement des montagnes. Elle a fourni l'accès non seulement à des fonds supplémentaires, mais aussi à de la formation par la participation, à de nouveaux contacts et même à de nouvelles façons d'influencer les politiques au niveau européen, ainsi qu'aux niveaux national et régional. Les euroré-

gions pourront être un moyen de traiter des questions plus vastes telles que le changement climatique et le transport à large échelle.

Un engagement à tous les niveaux, public et privé, européen, national, régional, est nécessaire pour faire avancer les régions européennes de montagne. Nous devons penser avec un esprit entrepreneur et construire des synergies entre les différentes initiatives. Pour finir, le lobby de la montagne a besoin de faire entendre une voix plus forte.

Animé par Drew MacFarlane Slack, Highland Council et member du Bureau, Euromontana, avec la participation de: Gianluca Susta, eurodéputé, Italie; Lido Riba, Président d'UNCEM Piemonte delegation, Italie; Francisco Tavares, Président d'ADRAT, Portugal; Claudio Brèdy, Maire et chef du service des politiques communautaires, Valle d'Aosta, Italie; Arne Vinje, Maire de Vinje, Telemark, Norvège; Marco Bellion, membre du Conseil régional de Piemonte, Italie; François Trusson, Mission Montagne, Région de Rhône-Alpes, France.



Voyage d'étude à Usseaux le 10 Mars

Les Ateliers

1. La promotion effective des partenariats

Animateurs : Emmanuel Mingasson, SUACI – France et Jean-Claude Jauneau, ISARA-Lyon – France

Le développement de nouveaux et d'existants partenariats a été discuté dans l'atelier : qui doit être impliqué dans des partenariats et comment ; les possibilités qu'ils offrent dans le transfert du savoir, de l'information et des points de vue ; et les bonnes relations entre partenariats.

Les participants ont présenté leurs points de vue et ont fourni des exemples locaux.

Les participants ont identifié plusieurs types de partenariat :

- Local, de base
- Projets de niche
- Expérimentation, laboratoire

- Institutionnel
- Partenariat public-privé, agences de développement
- Partenariats à différents niveaux : du local à l'international
- Une comparaison avec l'approche LEADER peut être outil.

2. Relations entre les montagnes et leurs vallées/villes ; Services Environnementaux

Animateurs : Elena Di Bella, Provence de Turin – Italie, et Becky Shaw, Scottish Crofting Federation – Ecosse

Les relations entre les montagnes et leurs vallées ont été discutées en relation avec les services fournis en montagne (recréation, tourisme, qualité de vie et services environnementaux) et les services fournis en ville (financiers, culturels, médicaux, éducation, commerce, emploi, intérêts communs et identité).

Les participants ont présenté leurs points de vue et ont fourni des exemples locaux.

Comme conclusions, nous devrions nous centrer sur les intérêts communs :

- Les municipalités avec des caractéristiques et besoins similaires
- Les réseaux régionaux (de montagne), partage d'identités basées sur des ressources humaines, culturelles, environnementales et des valeurs.

D'autres recommandations ont été faites par rapport aux régions SLoT :

- Une approche SLoT effective peut se baser sur les problèmes, besoins, intérêts communs sur la montagne et les vallées/les gens

urbains

- Les réseaux en fonctionnement ; qui sont plusieurs et se chevauchent
- Les intérêts communs peuvent être sectoriels : par exemple le tourisme, la protection des risques naturels, la nourriture
- L'approche SLoT peut mieux servir là où il y a des centres de population (des petits à grands) qui sont proches des montagnes.

3. Eviter les conflits entre développement et conservation ; intégration des intérêts

Animateurs : Gordon Summers, Highland Council – Ecosse et Cécile Levret, Euromontana

Les conflits entre les intérêts de développement et d'environnement du public et du besoin régional ou local ont été discutés dans cet atelier. On a remarqué que l'essentiel c'est de trouver un équilibre entre les deux ; d'utiliser une approche intégrée ; et de trouver une base commune pour résoudre les problèmes.

Les participants ont présenté leurs points de vue et ont four-

ni des exemples locaux.

Des propositions sur l'aménagement ont été faites, en prenant en compte le fait que l'aménagement du paysage est plus complexe que l'aménagement de la terre et doit se concentrer sur les gens :

- Les gens locaux gèrent leurs paysages et ils devraient bénéficier des décisions et des investissements

- La communication est essentielle pour : identifier et se centrer sur les besoins de la communauté ; remarquer les intérêts communs ; parvenir à un consensus sur les questions locales/nationales ; trouver une approche intégrée.

4. Assurer la capacité des administrations locales

Animateurs : Emmanuel Mingasson, SUACI – France et Jean-Claude Jauneau, ISARA-Lyon – France

L'implication des autorités territoriales dans le développement et la mise en place des projets ont été discutés dans cet atelier, en plus de la limitation de la capacité des administrations locales (développement, soutien, suite et évaluation).

Les participants ont présenté leurs points de vue et ont fourni des exemples locaux.

Nous avons obtenu comme conclusion que le meilleur

moyen d'assurer la capacité des administrations locales c'est à travers des bons partenariats, qui possèdent :

- Une réciprocité entre les autorités locales, les gouvernements et d'autres parties prenantes

- Des intérêts communs :

⇒ Modérateur de projet

⇒ Communication

- Une formation et une éducation générale (pas seulement technique)

- A la fin du projet :

⇒ Données, recommandations pour un usage futur

⇒ Et pour des buts de comparaison



5. Concentration sur le long terme : durabilité financière pendant et au-delà des projets

Animateurs : Elena Di Bella, Provence de Turin – Italie et Becky Shaw, Scottish Crofting Federation – Ecosse

Les mécanismes de financement ont été discutés dans cet atelier : les sources de financement, et les meilleurs moyens pour assurer la durabilité du financement, leur responsabilité, la comptabilité et les bénéfices complémentaires.

Des idées pour des thèmes possibles pour des projets de collaboration ont été proposées pendant la session :

- Les services environnementaux (et le changement climatique)
- La prévention des risques et des catastrophes naturelles (et les liens entre

ville et montagne)

- Le traitement des déchets
- Le développement des zones marginales/l'agrotourisme
- Le partage des méthodologies et des expériences
- « Banque des bonnes pratiques »

Les résultats approfondis ont été les conclusions sur différents types de valeur ajoutée que des projets peuvent apporter :

- Economique

Plus de fonds, plus de ressources financières et matérielles

- Institutionnel

Création de capacité, complémentarité

- Politiques

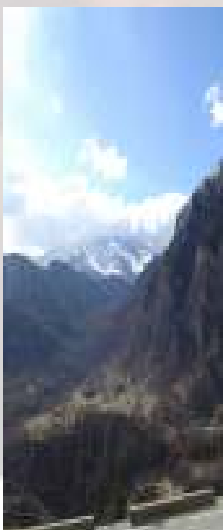
Des nouveaux projets, des nouvelles politiques

- Socio-cultural

Paix en Europe

6. Reconnaissance des besoins de la montagne, encourager le savoir en montagne et l'innovation

Animateurs : Gordon Summers, Highland Council – Ecosse et Cécile Levret, Euromontana



Les besoins des zones de montagne et des gens, les changements qui arrivent dans les régions de montagne, les innovations locales de montagne, et le savoir local et scientifique des régions de montagne sont les thèmes traités dans cet atelier.

Les participants ont présenté leurs points de vue et ont fourni des exemples locaux.

Des conclusions ont été faites dans le domaine de la recherche en montagne :

- Il faut connecter la recher-

che avec le savoir local ; l'expertise, les forces, les opportunités (spécialement pour l'emploi)

- Il faut que la recherche fournisse de l'information

Pour évaluer les changements sur le temps, l'environnement, l'économie, la population, etc.

- Les aspirations de montagnards

Pour clarifier la réalité de la montagne et ses spécificités

Pour informer les décideurs et les visiteurs

Des besoins approfondis en montagne ont été identifiés pour le soutien et l'établissement des structures de recherche et d'éducation supérieure :

Pour soutenir la formation : secteurs traditionnelles et nouveaux

Pour encourager les gens à rester : emploi à long-terme, emploi non traditionnel

Pour soutenir le développement durable : économique, cultural, social.

Les propositions pour des projets/initiatives futurs

Le projet Interreg IIIC Euromountains.net qui a été mené par la Province de Trente et par Ilaria Goio de l'Université de Trente a inclus un questionnaire sur les activités du réseau dans le projet actuel et quelques options pour une coopération renforcée entre les partenaires. Les partenaires se sont également réunis à Milan en février pour discuter sur de futurs projets.

Parmi les idées pour renforcer la coopération dans le futur, les partenaires ont mentionné : avoir des objectifs stratégiques de projet plus ciblés pour la prochaine fois ; adopter de bonnes pratiques pour piloter des projets et des échanges à l'innovation.

Les partenaires ont donné quelques idées pour continuer la coopération dans les domaines de

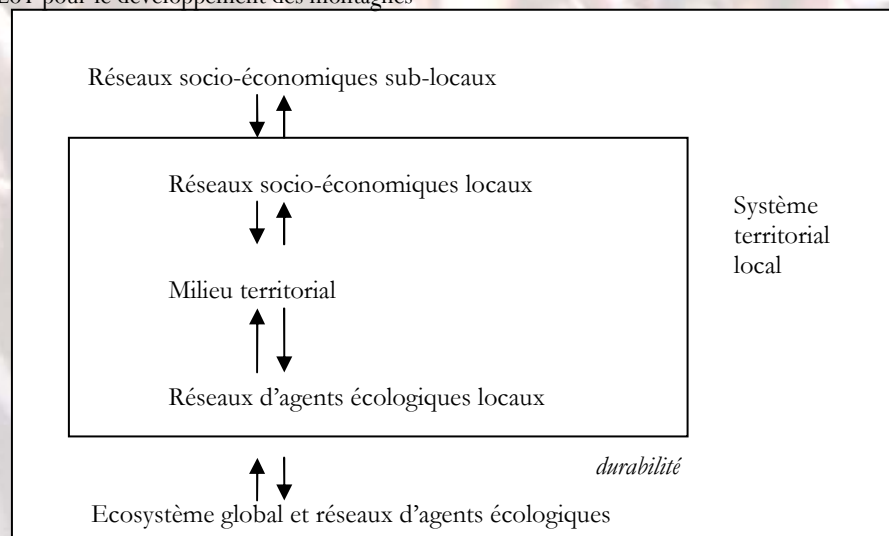
l'aménagement du territoire, du tourisme (en particulier en relation avec les produits de montagne), de la diversification, etc. Euromontana devrait prendre la responsabilité de construire des synergies entre les futurs projets possibles dans l'Interreg IVA et B et d'assurer qu'au moins, un des sujets soit suivi par une application aussi large que pour celle-là d'Interreg IVC.

Cas d'étude

Le model SLoT pour le développement des montagnes

Federica Corrado et Marco Santangelo, Dipartimento Interateneo Territorio, Politecnico e Università di Torino, Italy

Le model SLoT pour le développement des montagnes



Le model SLoT (sustainable local territorial systems) représente un système qui, appuyé par des actions gouvernementales, peut devenir auto-représentatif, auto-plannificateur et auto-organisateur.

Le projet « viande de Maurienne »

Région Rhône Alpes – France



La vallée de la Maurienne est une longue vallée alpine où l'altitude est comprise entre 300 m et 3200m au dessus du niveau de la mer. Le porteur de projet est l'Association d'éleveurs et de bouchers de la Vallée de la Maurienne, qui est une petite filière agro-alimentaire qui inclut 500 exploitations (potentiellement), 15 bouchers, et des volumes limités (200 tonnes / an).

L'origine de ce projet est la fermeture des petits abattoirs de la vallée, qui a entraîné la mobilisation des éleveurs, des bouchers et des collectivités locales.

Les objectifs du projet sont : la création d'un abattoir viable et le développement d'une filière de vente en circuit court.

Parmi les actions conduites pour la mise en pratique du projet, on trouve la communication et l'animation du projet et la construction d'abattoirs.

Interventions :

Investissement dans l'abattoir

Développement des ventes en circuit court

Participation:

- Dans l'abattoir:

U.E.	Etat	Conseil général (Nuts 3)	Autofinancement (Communes) (Nuts 5)
6 %	25 %	22 %	47 %

- Dans le circuit court de vente:

U.E.	Région Rhône-Alpes (Nuts 2)	Autofinancement (G.D.A.)
37 %	27 %	36 %

A la fin du projet, nous constatons un semi-échec de l'organisation collective. La structuration de la filière pour vendre en circuit court est un résultat mitigé à l'arrêt des subventions et le lien entre bouchers et éleveurs est un objectif atteint mais temporairement. Assurer l'approvisionnement des bouchers en viande de pays est atteint partiellement. Cependant, le couplage d'un investissement public avec l'appui à une filière et la complémentarité des différentes sources de subvention ont été démontrés.

Comme résultats finaux, nous avons trouvé qu'un contrôle du projet et une analyse de la qualité des résultats et des mesures ont eu un suivi limité. Egalement, des discussions entre les différentes autorités territoriales qui ont soutenu le projet devraient avoir été arrangées.

Développement VS. Conservation – est-il possible de trouver un équilibre à travers la gestion locale?

Oppland County Council

La zone d'étude a été le massif Rondane qui est caractérisé par un écosystème fragile de montagne, où les rennes sauvages sont le principal centre d'attention. C'est un lieu de loisir très populaire, et il a un large potentiel pour y développer des résidences secondaires.

Le développement de résidences secondaires en Rondane a eu bien sûr des avantages et des inconvénients qui ont été étudiés ; il y a l'importance de l'économie locale, mais de l'autre côté, le développement de résidences secondaires génère plus de perturbation dans l'habitat des rennes sauvages.

L'habitat des rennes sauvages est protégé par deux lois : la loi sur la Protection de la nature, qui est très stricte et qui offre des possibilités très limitées pour le développement, et la loi de Construction et de planification. La gestion doit être basée sur ces deux lois, mais dans ce cas, c'était la loi de Construction et de planification qui a été principalement appliquée.

Le plan régional a eu un succès partiel : le troupeau de rennes est encore vital et le plan a permis l'exploitation économique de la zone. Cependant, les municipalités se sont engagées à des degrés différents pour protéger l'habitat des rennes sauvages et il y a une distribution irrégulière entre l'est et l'ouest de la zone de planification et entre les municipalités où les résidences secondaires ont été développées.

Le récent développement de résidences secondaires a été limité et presque aucun nouveau développement dans la zone centrale n'a été permis. De plus, le nouveau développement



a été concentré dans les zones déjà existantes de développement et dans beaucoup de plans des municipalités, le nombre de résidences secondaires a été limité à travers les processus de planification. Néanmoins, les municipalités attendent l'obtention d'un nouveau quota de développement par la révision des plans municipaux (après 4-10 ans), ce qui montre que la vitesse des nouveaux développements s'est ralentie, mais qu'elle continue.



Thomas Egger, Trésorier d'Euromontana et Directeur de SAB, Suisse

« Les zones de montagne font face à une variété de défis comme le changement climatique qui force les stations de ski d'altitude plus basse à fermer, les bureaux de la poste, les chemins de fer et les lignes de bus dans des zones peu peuplées sont en train de disparaître. Même s'il y a des problèmes communs, ils s'accumulent au niveau local et les parties prenantes peuvent avoir l'impression que certains problèmes ne concernent qu'eux. Des projets comme Euromountains.net peuvent aider à échanger des expériences sur comment traiter les défis communs de la montagne. A cet égard, je crois qu'Euromountains.net a été un grand succès.

Des organisations telles qu'Euromontana et les autorités locales n'ont pas seulement la tâche de réagir aux défis. Nous devrions être capables d'anticiper, identifier les défis qui s'approchent et trouver les moyens de les résoudre. Ce qui a été également montré dans le projet

Euromountains.net a été, par exemple, que la nouvelle directive de services postaux proposée mettra la livraison des services postaux dans les zones rurales sous une pression plus intense. Les restrictions finan-

cières des autorités nationales et régionales mettront en danger les transports publics.

Ces développements devraient nous encourager à travailler à deux niveaux : le niveau politique et le niveau du projet. Euromontana doit utiliser son réseau unique et formuler des recommandations politiques. Parallèlement, nous devrions chercher des moyens innovants, adaptés au consommateur de fournir des services dans les zones concernées. Nous devrions construire des chaînes de valeur ajoutée, etc. En bref : nous devons innover. Le rapport final sur Euromountains.net nous offre assez d'indices à ce sujet et il mérite une analyse profonde.

Ce rapport arrive à un moment très important : 1) Nous sommes actuellement en discussion avec la Commission Européenne sur le Livre vert de la

montagne. 2) Les ministres européens pour la planification de l'espace sont en train de préparer l'Agenda territorial. Cette suite de la perspective européenne du développement de l'espace sera adoptée par les ministres à Leipzig en mai 2007. L'Agenda se base sur une approche polycentrique, où les zones urbaines jouent un rôle important. Nous avons un rôle encore plus crucial à jouer dans ce processus et c'est notre devoir d'apporter notre savoir sur les zones rurales et de montagne.

Nous ne devrions pas nous bloquer sur nos problèmes quotidiens et rester seulement réactifs. Nous devrions regarder vers le futur et adopter une approche innovatrice anticipatrice pour que nous puissions continuer à construire notre propre futur sur nos propres zones de montagne.



Tor Bremer, Vice-président d'Euromontana, Sogn og Fjordane County Council, Norvège

« ... Les partenaires du projet Euromountains.net vont pouvoir bénéficier des conclusions du projet et trouver des moyens de continuer leur travail. Il est nécessaire de donner plus de détails sur les sujets de développement, d'impliquer le niveau local et par conséquent de produire des résultats plus concrets. Il y a également des sujets qui peuvent être suivis par des analyses – et qui contribueront à la planification du Livret vert sur les zones de montagne et à la future planification de l'espace européen.

Euromontana, de son côté, discutera davantage les recommandations du projet. Nous trouverons les moyens d'appliquer les différentes recommandations dans notre travail. Nous promouvons les idées principales du projet en utilisant des actions de pression – le projet est d'une importance particulière pour nos contributions au futur Livre vert. Nous soutiendrons les initiatives du projet qui continueront le travail commencé par Euromountains.net. Euromontana jouera un rôle spécial dans les futurs projets connectés à la montagne.

J'ai personnellement beaucoup appris de la façon dont le projet a réussi à combiner le travail de développement thématique avec les questions politiques en relation. Je viens d'un état qui n'est pas membre de l'UE, et je voudrais faire remarquer l'importance des résultats politiques du projet pour les partenaires norvégiens. Les politiques européennes ont un effet direct également pour la Norvège et les membres de l'EEE. »

**Le rapport final du projet
bientôt disponible sur :**

www.euromountains.net



Editorial team: Eva Izquierdo

Bojan Rantasa

Marie Guitton

Kristiina Urpalainen

Rossella Cravetto

Les 14 partners du projet Euromountains.net

 Euromontana Association Européenne pour les zones de montagne European Association for mountain areas	 Diputación de Córdoba Andalucía Spain	 Conseil Régional Rhône Alpes Rhône Alpes France	 Région Autonome Vallée d'Aoste Assessorato de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de la Protection civile Vallée d'Aoste Italy	 Istituto di ricerca per l'ecologia e l'economia applicate alle aree alpine Lombardia Italy	 Telemark Fylkeskommune Telemark County Council Norway	 Buskerud Fylkeskommune County Council Buskerud County Council Norway
 Associação de Desenvolvimento da Região do Alto Tâmega Alto Tâmega Portugal	 Diputación de Palencia Castilla y León Spain	 The Highland Council Highlands UK	 Provincia di Torino Assessorato all'Agricoltura e Montagna Piemonte Italy	 Provincia Autonoma di Trento Assessorato alla programmazione ricerca ed innovazione Trentino Italy	 Oppland fylkeskommune Oppland County Council Norway	 Sogn og Fjordane fylkeskommune Sogn og Fjordane County Council Norway

Further information available at Euromontana:

2, Place du Champ de Mars—B—1050—Brussels

Phone: +32 2 280 42 83

Email: info@euromontana.org